Une géopolitique du Kurdistan irakien, entre frontières et conflits

Daniel Meier

▶ **To cite this version:**

Daniel Meier. Une géopolitique du Kurdistan irakien, entre frontières et conflits. Orients Stratégiques , 2022, La question kurde dans tous ses états, 12. halshs-03894379

HAL Id: halshs-03894379
https://shs.hal.science/halshs-03894379

Submitted on 4 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une géopolitique du Kurdistan irakien, entre frontières et conflits

Daniel Meier[1]

Résumé
Abstract

1 Enseignant à Sciences Po Grenoble (Université Grenoble Alpes) et à l'Université de Genève, chercheur associé au Laboratoire PACTE (Grenoble).

Les récentes interventions turques en territoire kurde irakien, prenant pour cible les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK – *Partiya Karkerên Kurdistan*) depuis juin 2020, sont venus raviver des tensions tant internes qu'externes qui continuent de traverser le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) en Irak. Si la zone envahie reste similaire à celle occupée lors de précédentes opérations, les craintes d'un scénario de pérennisation de l'occupation de cette zone tampon profonde de 40 km le long de la dyade turco-irakienne vient d'une part de la composition du corps expéditionnaires (troupes d'élites, infanterie, aviation), et d'autre part, du fait que cette incursion militaire prend place dans un contexte particulier. Ce dernier est celui des poussées hégémoniques turques sur divers fronts – dont une occupation anti-Kurdes dans le nord de la Syrie – qui s'articulent à de nouvelles dynamiques régionales avec un retrait américain ayant laissé place à l'acteur russe et la consolidation de régimes autoritaires syriens et iraniens malgré les pressions « maximales » de Washington. Si la relation avec le pouvoir central irakien à Bagdad est un élément structurant de la vie au Kurdistan d'Irak, nous aimerions dans les lignes qui suivent plutôt mettre l'accent sur d'autres relations régionales caractérisées par de nombreux conflits et où les frontières entre les espaces kurdes, avec la Turquie, la Syrie et l'Iran esquissent une géopolitique du Kurdistan irakien. Quels sont donc les liens et les rapports qui existent entre ces espaces kurdes, par-delà les frontières nationales ? Pourquoi le Kurdistan irakien est-il le centre de ce processus ? Comment articule-t-il ces trois espaces nationaux voisins et par le truchement de quels acteurs ? L'idée que l'on entend explorer dans les lignes qui suivent soutient que cette géopolitique du Kurdistan irakien, loin d'être arc-boutée sur la seule variable ethnique, est constituée par des dynamiques frontalières et des logiques de conflits qui laissent voir des calculs politiques, mais aussi des motivations pragmatiques.

Pour explorer ces questions, nous voudrions d'abord clarifier l'usage de deux concepts clés, frontières et conflits, qui, ensemble, permettent de repenser les enjeux de pouvoir à l'aune des représentations de l'espace et de ses usages, qu'ils soient stratégiques ou économiques. Ainsi, la notion de frontière aujourd'hui ne convoque plus seulement la traditionnelle acception linéaire de la frontière stato-nationale, institution classique matérialisant la délimitation de la souveraineté, mais convie le chercheur

à étendre son champ de vision en la concevant comme un processus[2]. Plusieurs effets importants en découlent : non seulement la frontière gagne en épaisseur puisqu'il convient de la lire d'une façon plus étalée, à la fois dans l'espace et dans le temps, mais surtout elle s'enrichit de nombreux acteurs qui, hormis les États, contribuent à en donner une définition qui n'est dès lors plus seulement celle du centre mais aussi celle des pratiques et de l'imaginaire des acteurs des marges territoriales. Cette double dimension, empirique et symbolique, est également au cœur de ce que l'on entend par conflit[3], un terme qui a le mérite de rompre avec la vision instantanéiste du réel au profit d'un temps long qui met à distance les phénomènes guerriers pour mieux se concentrer sur ses caractéristiques tant les enjeux de conflits se superposent dans cette région du monde. Là aussi, il s'agit donc d'un outil conceptuel qui, en l'abordant comme une forme sociale inhérente à toute société[4], permet de penser des processus relationnels, sans figer ou essentialiser un rapport agonistique entre deux parties.

Ces outils vont nous amener à observer une série d'acteurs et de relations qui impactent et structurent les dynamiques actuelles de la région du Kurdistan irakien. Non que celle-ci soit vue ici comme monolithique, au contraire. Outre les acteurs clés qui ont formé la colonne vertébrale du GRK en tant que nationalisme kurde territorialisé en Irak, l'on s'attachera aux dynamiques transfrontalières à travers deux types d'acteurs avec lesquels les principales forces politiques du GRK entretiennent des relations fluctuantes. Il sera d'abord question d'un acteur transnational, le PKK, dont l'identité idéologique et la trajectoire historique le positionne encore et toujours sur une ligne de confrontation avec Ankara, mais à cheval sur les espaces nationaux irakiens et syriens avec des conséquences pour le Kurdistan irakien. Cela nous conduira ensuite à évaluer les relations qui se sont progressivement tissées entre le GRK et la Turquie, le grand voisin du nord, puis avec l'autre grand voisin territorial de l'Est, l'Iran, afin de prendre la mesure des relations officielles mais aussi informelles et également identitaires qui articulent le GRK à son environnement géopolitique.

2 AMILHAT-SZARY Anne-Laure, *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?*, Paris, Seuil, 2015.
3 Cf. CATTARUZZA Amaël, *Atlas des guerres et conflits*, Paris, Autrement, 2014.
4 GEORG Simmel, *Le Conflit*, Paris, Circé, 2003.

Le GRK, produit d'un nationalisme kurde territorialisé

On sait l'importance de la frustration historique que le Traité de Sèvres (1920), dans sa promesse non tenue, a laissé dans le cœur et les consciences kurdes. Mais, en centrant la focale sur l'Irak, on y voit en détail cette valse-hésitation jouée par la puissance britannique qui d'un côté encourage les aspirations autonomistes kurdes et de l'autre, dame le pion à la France pour faire entrer la province de Mossoul dans son escarcelle, avec ses richesses pétrolifères[5]. La révolte kurde, emmenée par Cheikh Mahmoud (1919-1924) contre les Britanniques conduisent ces derniers, après l'avoir vaincu militairement en 1922, à lui confier le poste de gouverneur du « Kurdistan », un territoire limité à la petite ville de Sulaimaniya et ses environs. Sous l'impulsion de celui qui se fait appeler « le Roi du Kurdistan », la ville devient un centre du nationalisme kurde alors que l'administration britannique laisse faire et avec le gouvernement irakien, reconnait les droits nationaux des Kurdes et à une autonomie dans le cadre national irakien[6]. Mais ce récit presque idyllique s'effondre l'année suivante lorsque la Royal Air Force bombarde la ville en s'appuyant sur la frange des notables et des marchands de la ville qui s'oppose aux chefs tribaux et religieux dont Cheikh Mahmoud est un digne représentant. Si l'on ajoute à cela la rivalité turco-britannique sur la région – la délimitation frontalière turco-irakienne n'est pas encore actée – on a les éléments clés des lignes de clivages qui vont structurer tout au long du 20e siècle la vie des Kurdes en Irak : la violence institutionnalisée[7], les divisions internes et tribales et les instrumentalisations par des puissances externes[8].

L'expérience autonomiste de Sulaimaniya se prolongera dans une *pax britannica*, où l'éducation se développe dans une ville aux aménagements améliorés. Y progresse alors un discours nationaliste kurde porté par des fonctionnaires et des commerçants qui adressent des pétitions à la SDN,

5 BENGIO Ofra, *The Kurds of Iraq. Building a State Within a State*, New York, Lynne Rienner, 2012.
6 TEJEL Gorgas Jordi, *La question kurde : passé et présent*, Paris, l'Harmattan, 2014.
7 DODGE Toby, *Inventing Iraq. A Failure of nation Building and History Denied*, Londres, Hurst, 2003.
8 Sur le sujet on consultera avec profit : KULALI Yeliz, « La politique mandataire britannique, en Irak à la recherche d'un principe d'accord. Le traitement du mouvement nationalitaire kurde dans la wilaya de Mossoul (1918-1926) », Thèse pour le doctorat en science politique, soutenue le 25 janvier 2016, à Aix-en-Provence.

en demandant la formation d'un gouvernement kurde. Des manifestations ont lieu en 1930 pour y dénoncer le traité anglo-irakien mais elles sont durement réprimées. La remobilisation se fait autour de la figure mythique du Mollah Mustapha Barzani, un autre leader tribal kurde opposé au gouvernement irakien, mais bien vite il doit fuir en Iran avec de nombreux partisans où il se joint à la brève République de Mahabad (1946), en tant que général, et surtout fonde le Parti démocratique du Kurdistan (PDK – *Partîya Dêmokrata Kurdistanê*). Avec la chute de la monarchie, en 1958, Barzani revient en Irak depuis l'URSS où il s'était installé, et mise sur le général Kassem qui redonne espoirs aux Kurdes dans une reconnaissance identitaire et statutaire. La dérive autoritaire de celui-ci ravive le conflit dès 1961 et ce n'est guère le nationalisme ethnique du Baath, qui arrive au pouvoir en 1963 qui semble changer grand-chose à cette équation. Il faut attendre 1968 pour que le Baath, alors affaibli politiquement et militairement (moins préparé que les Kurdes, désormais soutenu par l'Iran du Shah) pour qu'ait lieu une ouverture sérieuse, après la brève esquisse de reconnaissance des droits nationaux sous la présidence Aref en 1966. De fait, le Conseil de commandement de la révolution (CCR) irakienne reconnaît « l'existence de la nation kurde » avec toutefois des droits culturels et linguistiques limités. Mais là aussi, la tendance autoritaire du régime pousse le PDK à chercher des appuis à l'extérieur du pays alors que sur le terrain, l'armée irakienne expulse des populations, y compris environ 40 000 kurdes chiites (dit *Failis*) en direction de l'Iran impérial[9]. Pourtant, en 1974 est promulguée la loi d'autonomie qui ouvre un champ d'expression culturel inégalé (journaux, radio, télévision, enseignement). La loi est néanmoins vidée de sa substance par l'exclusion de certains territoires – notamment les villes riches en pétroles comme Kirkouk, Khanaqin et Sinjar – et la décision unilatérale de Bagdad de conserver le contrôle intégral sur les ressources pétrolifères[10].

Le redécoupage administratif auquel se livre le régime conduit au déplacement forcé d'environ 100 000 Kurdes aux fins de « rééducation », selon Tareq Aziz, alors ministre de l'Information[11]. La guerre recommence entre Bagdad et les Kurdes lesquels remportent des victoires sur le terrain

9 PICARD Elizabeth, « Irak, la question cruciale de l'autonomie », in Picard E. (dir.), *La question kurde*, Bruxelles, Complexe, 1991, p.87.
10 *Ibid*., p.88
11 *Washington Post*, 22 mars 1976 in Bengio Ofra, *op.cit.*, p.157.

en reprenant les villes du Nord une à une. À la conférence d'Alger de 1975, l'Irak et l'Iran s'entendent pour ne plus soutenir les Kurdes de l'État voisin, en échange d'une rectification frontalière dans le Chott el-Arab en faveur de l'Iran. La rébellion kurde en Irak marque immédiatement le pas et les combattants s'exilent en Iran pour éviter d'être écrasés par le nettoyage militaire irakien des zones frontalières du nord-est, jetant les habitants sur les routes et détruisant des villages entiers. Bagdad souffle le chaud et le froid en s'alliant avec certains notables kurdes « clientélisés », tout en continuant sa politique d'arabisation par des méthodes extrêmement brutales[12]. Ainsi, la campagne d'effacement de centaines de villages s'accompagne de l'opération *Anfal*, qui massacre des ~~villes~~ Kurdes au gaz (on se souvient des images hallucinantes de Halabja), achevant de cliver durablement la société irakienne entre Arabes et Kurdes[13]. Deux ans plus tard, Saddam Hussein envahit le Koweït. Une formidable coalition internationale forte de 36 États se forme et lance l'assaut, lors de l'opération « tempête du désert (*desert storm*) » au début 1991. Dans un sursaut d'autorité, le régime irakien, qui a survécu à l'opération alliée, se retourne contre les Kurdes qui se sont soulevés. La fuite de centaines de milliers d'entre eux en direction de la frontière turque provoque la formation d'une zone de protection internationale. Celle-ci voit le jour suite à l'appel du président américain et grâce à une résolution onusienne (No 688), le 5 avril 1991 où, pour la première fois depuis un demi-siècle, l'ONU se penche explicitement sur le sort des Kurdes. L'appui turc à la zone d'exclusion aérienne (*no-fly zone*) et à l'opération « *Provide Comfort* », par un soutien militaire, contribua paradoxalement au développement d'un quasi-État kurde. Face à ce dispositif, les troupes irakiennes se retirèrent du Kurdistan (juillet 1991) le long d'une « Green Line » composée d'une « zone tampon » démilitarisée. De fait, pour la première fois les peshmergas kurdes pouvaient se déployer jusqu'à la limite nord-est de cette ligne et ainsi exercer un contrôle souverain sur environ 60 % du territoire peuplé par les populations kurdes d'Irak[14].

12 NATALI Denise, « The Kirkuk Conundrum », *Ethnopolitics*, Vol. 7, n° 4, 2008, pp. 433-443.

13 SCALBERT-YÜCEL Clémence, « Le peuplement du Kurdistan bouleversé et complexifié : de l'assimilation à la colonisation », *L'information géographique*, Vol.71, n° 1, 2007, pp. 63-86.

14 ROUSSEL Cyril, « Le Kurdistan irakien : le défi des cartographes », *Moyen-Orient*, n° 21, 2013.

Le territoire du Nord de l'Irak est ainsi sanctifié par le parapluie international et l'appui américain. Au plan territorial, il est structuré par une rivalité intra-kurde qui s'énonce sur un registre segmentaire et territorial, entre le clan tribal des Barzani du PDK prééminent dans les provinces de Dohuk et Erbil et le clan Talabani de l'UPK, l'Union patriotique du Kurdistan (*Yekêtiy Nîstimaniy Kurdistan*), dominant la province de Sulaimaniya. Né d'une scission interne du PDK, l'UPK est fondée par Jalal Talabani en 1975 et est réputée plus marxisante, mais aussi plus proche de l'Iran khomeiniste, dont il contrôle l'accès frontalier sur le versant oriental du Kurdistan irakien. Livrés à eux-mêmes, abandonnés par l'État central, qui y a retiré ses fonctionnaires et qui impose un blocus à la zone kurde, les deux partis font face à un défi de reconstruction et de gouvernance unique dans l'histoire kurde. Défi double, puisque ce territoire n'est formellement reconnu par aucuns États, bien qu'encouragé par une communauté internationale qui se sent historiquement un peu coupable à l'égard des Kurdes. Après des élections (1992) plaçant les deux partis traditionnels en tête des suffrages, un gouvernement d'union nationale voit le jour, mais le partage des ressources n'a pas été au menu de ces négociations et les tensions deviennent vivent. La gouvernance régionale s'avère être un échec, et les vieilles rivalités alimentées par un jeu d'influence de la Turquie et de Bagdad dans cette opposition de leadership entraînent bientôt la région du Kurdistan irakien dans une guerre fratricide (1994-1996)[15]. L'intervention de Washington dans la querelle se fait sur fond de désastre stratégique pour les Américains, qui voient la base arrière de l'opposition irakienne soutenue par les Washington être la cible de la garde républicaine de Saddam Hussein que le PDK avait appelée à la rescousse pour pouvoir reprendre Erbil, tombée aux mains de l'UPK en 1994. Une entente intra-kurde est finalement obtenue grâce à un approvisionnement en fonds issu de 13 % du produit de la vente du pétrole irakien dans le cadre de la résolution « pétrole contre nourriture » adoptée en 1996 (UNSCR 986). Gérés par les agences onusiennes, ces fonds permettent de nourrir et loger la population kurde, mais aussi et surtout de réhabiliter et de construire des infrastructures, de scolariser également les minorités

15 TEJEL Gorgas, *op.cit.,* p.100.

(dans leurs langues), d'établir des universités et de donner une impulsion à une vie culturelle, avec l'apparition d'une presse relativement libre[16].

La situation institutionnelle du GRK a connu une sérieuse embellie avec la chute du régime baathiste en 2003, à la faveur de la guerre d'Irak lancée unilatéralement par les États-Unis dans une impréparation très idéologique[17]. Les Kurdes d'Irak et leur armée, les peshmergas, surent en tirer profit territorialement en prenant une sérieuse hypothèque sur des territoires au sud-ouest de la « green line », ouvrant un espace de négociation qui perdure jusqu'à nos jours, sous le label des « territoires disputés »[18]. Sous la férule des États-Unis, se met en place un Irak fédéral où la nouvelle Constitution (2005) ne qualifie plus l'Irak d'État arabe, permettant dès lors aux Kurdes d'y exister comme « nation kurde »[19]. C'est un nouveau registre de discours dont les dirigeants du GRK vont user pour revendiquer l'autorité sur des zones et villes où vivent des Kurdes. En dix ans, le GRK se positionne comme un interlocuteur auprès des gouvernements limitrophes et surtout auprès des grandes compagnies pétrolières avec lesquelles il signe des contrats par devers Bagdad[20]. Les tensions politiques qui s'ensuivent, ajoutées à la débâcle de l'armée irakienne devant Daech, livrant le Kurdistan irakien à lui-même – et prestement secouru par les États-Unis – débouchent sur une reprise *de facto* des territoires disputés par les peshmergas, dont Kirkouk, riche en ressources pétrolières. Le divorce avec Bagdad conduit trois ans plus tard à un coup de force orchestré par Massoud Barzani, lorsqu'il lance un référendum d'indépendance. Cette tentative géopolitiquement maladroite et fort mal reçue dans tous les États influents dans la région (sauf Israël) y compris les États-Unis, a eu pour effet un retour en arrière brutal pour le GRK, avec un boycott de son territoire qui a conduit à un effondrement économique et une intervention armée directe de Bagdad pour reprendre les zones disputées et les zones

16 NEZAN Kendal, « Perspectives de l'expérience de l'auto-administration kurde », *Etudes kurdes*, n° 4, 2002, pp. 57-73.

17 DROZ-VINCENT Philippe, *Vertiges de la puissance. Le moment américain au Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2007 ; Khalidi Rashid, *l'Empire aveuglé. Les États-Unis et le Moyen-Orient*, Arles, Actes Sud, 2004.

18 MEIER Daniel, « Le Kurdistan d'Irak : les *disputed territories* comme enjeu de définition nationale », *Orients Stratégiques*, n° 2, 2015, pp. 93-111.

19 BOZARSLAN Hamit, « Le Kurdistan d'Irak aujourd'hui », *Critique internationale*, Vol. 4, n° 29, 2005, pp. 25-36.

20 NATALI Denise, *The Kurdish Quasi State. Development and Dependency in Post-Gulf War Iraq*, New York, Syracuse University Press, 2010.

pétrolifères[21]. Depuis 2018, un nouveau modus vivendi s'est établi avec Bagdad, suite aux élections législatives kurdes qui ont consolidé les deux grands partis traditionnels, alors qu'avec la Turquie une confiance s'est restaurée avec facilité, dès l'élection de Nechirvan Barzani à la présidence du GRK, tant les intérêts commerciaux et politique sont grands chez les deux partenaires[22].

Les implications transnationales du PKK

Depuis la mi-juin 2020, la Turquie a lancé plusieurs opérations militaires ciblant les bases du PKK au nord de l'Irak[23] dans les massifs montagneux de Qandil (est) et de Sinjar (ouest), allant même jusqu'à tuer accidentellement des envoyés du gouvernement irakien au mois d'août, s'attirant des plaintes répétées de Bagdad. L'affaire n'en est pas restée là et, sans surprise, le PKK a répliqué le 18 septembre en attaquant à la roquette une base militaire turque sise en territoire irakien[24]. Plus inquiétant encore, une série d'attentats suicides auraient été déjoués in extremis par les renseignements turcs dans la province du Hatay après qu'un commando de quatre militants du PKK a été pris en chasse et que l'un d'eux se soit fait sauter en pleine rue le 26 octobre dernier[25]. Ces répliques transnationales du PKK montrent la nature largement trans-frontalière de la confrontation qui se joue, dans un sens comme dans l'autre, des frontières stato-nationales. Dans ce dispositif, le Kurdistan irakien fait office de base arrière pour les militants du PKK et s'articule aux zones syriennes contrôlées par le Parti de l'Union Démocratique (PYD - *Partiya Yekîtiya Demokrat*) un parti allié du PKK. Or, précisément, depuis plusieurs années, ces régions frontalières sont devenues des zones de confrontations et d'invasion de l'armée turque. Cette transnationalisation du conflit PKK-Turquie et ses implications actuelles pour l'Irak nécessitent d'être resituées dans une perspective diachronique, afin d'en saisir les dynamiques politiques.

21 MARCOU Jean, « Le Kurdistan irakien, du fiasco à la renaissance », *Diplomatie*, n° 99, juillet-août 2019, p. 29 à 33.
22 MARCOU Jean (dir), « La Turquie et ses nouveaux "alliés" », *Orients Stratégiques*, No 9, 2019.
23 «
24 *Al-Monitor*, 19 septembre 2020.
25 *Duvar*, 27 octobre 2020. https://www.duvarenglish.com/domestic/2020/10/27/blast-rocks-southern-turkey-authorities-say-two-pkk-militants-nabbed/

Trois ans après sa fondation en 1977, les militants du PKK fuient en exil pour échapper à la répression consécutive au coup d'État de l'armée turc du 12 septembre 1980. Le choix de la Syrie semble avoir été guidé par un impératif stratégique : pouvoir y opérer depuis un État opposé et contigu à la Turquie et s'y réorganiser ; ce qui s'est concrétisé par des entrainements militaires aux côtés de la résistance palestinienne installée dans la plaine de la Bekaa au Liban[26]. Dès le début de sa lutte armée en Turquie (1984), le PKK avait établi des bases-arrières dans la zone frontalière irako-irano-turque des montagnes de Qandil, en territoire irakien. La lutte armée s'y déployait depuis de nombreuses années sous l'égide des deux grandes mouvements kurdes le PDK et l'UPK qui ont accueillis les militants du PKK. Or, les années 1980 en Irak sont synonyme de massacres et destructions pour les Kurdes d'Irak. Avec leurs frères d'armes du PKK, ils font face à des opérations croisées de l'armée irakienne et de l'armée turque, en vertu d'un accord négocié à Bagdad par le général Kemal Evren en 1979[27]. C'est dans ce contexte que le régime baathiste lance l'opération *Anfal*. L'exode de l'été 1988 conduit Barzani et Talabani à prendre langue avec le Premier ministre turc d'alors, Turgut Özal ; le PKK resté en Irak semble tirer profit de l'effondrement militaire du PDK et de l'UPK, devenant en 1989-1990 la seule force armée kurde capable de déployer des milliers de combattants dans la zone frontalière turco-irakienne[28]. Or, en 1991, est dévoilée l'existence d'une collaboration entre le PKK et Bagdad depuis 1987 fondée sur la fourniture d'armes en échange d'informations – sur les bases américaines à Incirlik mais aussi sur le PDK[29]. À partir de cette époque, un important virage stratégique s'opère pour le PDK à l'égard du PKK et jette les bases d'une sorte de contre-alliance objective entre les Kurdes d'Irak et la Turquie. Celle-ci a pour conséquence immédiate des bombardements massifs turcs contre le PKK avec l'assentiment des mouvements kurdes irakiens. À ce moment-là, le PKK se trouve dans une situation paradoxale : il n'a jamais été aussi fort militairement mais rarement aussi isolé. Son alliance avec le régime baathiste se prolonge avec l'établissement d'un sanctuaire militaire dans les montagnes de Qandil.

26 TEJEL Gorgas Jordi, *La question kurde : passé et présent*, Paris, l'Harmattan, 2014.
27 PICARD Elizabeth, *op.cit.,* p.92.
28 GUNTER Michael, *The Kurds in Turkey: A Political Dilemma*, Boulder, Westview Press, 1990.
29 CERNY Hannes, *Iraqi Kurdistan, the PKK and International Relations: Theory and Ethnic Conflict*, London: Routledge, 2018, p.171.

Dans le même temps, l'appui de la Syrie au PKK cesse pour un temps, le président syrien Hafez el-Assad ayant accédé à la demande du Premier ministre turc à la faveur d'un contexte géopolitique particulier[30].

La confrontation entre le PKK et la Turquie peut donc avoir lieu en territoire irakien, avec déjà une première opération militaire turc massive et en profondeur en 1992 visant à éliminer les bases du PKK. Le rappel à l'ordre lancé par la communauté internationale a contraint la Turquie à retirer ses troupes, mais a poussé également Ankara à chercher une alliance stratégique contre le PKK avec son ennemi local, le PDK, afin d'isoler le PKK. Son chef, Abdullah Öcalan, qui avait une vision mégalomaniaque de son pouvoir, prend la décision en 1995 d'affronter les troupes du PDK de Barzani, perçu comme un allié trop zélé du régime turc. Le PKK en ressort affaibli et la chasse à l'homme lancée par la Turquie autour du leader kurde trouve le début de son épilogue en 1998, lorsque l'armée turque menace le régime syrien d'une guerre s'il n'expulsait par Öcalan de son sanctuaire damascène[31]. Ce dernier doit fuir et est finalement capturé en 1999 au Kenya puis emprisonné sur l'île de I'Imralı après un procès qui l'a condamné à mort. Toutefois, Öcalan utilise son procès comme tribune pour commencer à négocier une solution au problème kurde en Turquie et réussit à commander un retrait militaire de ses troupes du territoire turc. Cette manœuvre en fait d'emblée un acteur clé dans ce dossier et le gouvernement turc commue sa sentence en prison à vie[32].

L'incarcération du leader kurde et la réorganisation du mouvement suite à ses déclarations conduisent le parti à créer des organisations relais dans les États environnants, l'ensemble étant chapeauté dès 2005 par une organisation faîtière, l'Union des Communautés du Kurdistan (KCK – *Koma Civakên Kurdistan*). Outre le PKK, celle-ci regroupe le Parti de la solution démocratique du Kurdistan (PÇDK) établi dans les monts de

30 Rappelons que Damas se devait de faire des gestes de bonnes volontés à l'égard de Washington qui lui avait permis, quelques semaines plus tôt, de faire main basse sur le Liban au terme du processus institutionnel commencé à Taëf un an plus tôt. Cf. PICARD Elizabeth, *Lebanon, a shattered country*, New-York, Holmes & Meier, 2002.

31 GUNTER Michael, *The Kurds. A Divided Nation in Search of a State*, Princeton, Markus Wiener, 2019, p.32.

32 Cette décision tient aussi au fait que la Turquie était en train au même moment ~~de négocier l'ouverture de~~ négociations d'adhésion avec l'Union européenne, sa candidature ayant été reconnue officiellement par Bruxelles en 1999. Ankara abolira totalement la peine de mort en 2004. Toutefois, depuis, Recep Tayyip Erdoğan a plusieurs fois évoqué la possibilité de la rétablir.

Qandil en Irak en 2002 ; le Parti de l'Union Démocratique (PYD) syrien établi en 2003 dans les monts de Qandil également ; le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan (PJAK) iranien ainsi que d'autres associations de la société civile. Évoluant à la marge de la légalité, tous ces partis ont des conceptions politiques très proche de celles du PKK et adhèrent au confédéralisme démocratique, la théorie politique prôné par Öcalan, issue de la volonté de dépasser le marxisme-léninisme par une sorte de municipalisme libertaire de type collectiviste, largement influencé par Murray Bookchin, un penseur américain de la Nouvelle Gauche.

Lors de la guerre d'Irak (2003), les États-Unis tentent d'acheter l'alliance de la Turquie pour ouvrir un nouveau front anti-Saddam par le Nord, en offrant justement à Ankara une zone tampon de 40 km de profondeur depuis la frontière nord, afin d'y pourchasser les militants du PKK. Le refus de cet engagement militaire au côté des Américains par le vote du parlement turc du 1er mars 2003 a paradoxalement offert aux Kurdes d'Irak un rôle de premier plan comme allié local de Washington dans la guerre pour évincer Saddam Hussein[33]. Ainsi deviennent-ils les premiers bénéficiaires du *state building* post-baathiste en Irak, avec un franc soutien financier de la part des États-Unis.

Le parti allié du PKK en Syrie, le PYD et ses unités militaires (YPG) prennent la direction d'un mouvement d'autonomisation du pouvoir central syrien dès le début de l'insurrection populaire du printemps 2011. Il convient ici rappeler que depuis les années 1980, « le nord syrien était devenu l'un des plus grands viviers de militants du PKK avec la complicité du régime d'Assad »[34]. De façon similaire, le régime baathiste syrien était à couteaux tirés avec le régime baathiste irakien de Saddam Hussein et soutenait donc les mouvements kurdes irakiens, notamment en 1987 en appuyant la création d'un front uni contre le régime irakien. Cette stratégie visait aussi au contrôle des mouvements kurdes. Ces derniers ont gardé un profil bas jusqu'à la fin des années 1990 lorsqu'eu lieu une autonomisation du champ politique kurde suite à la fin de l'alliance entre le PKK et le régime syrien. Quelques années plus tard, la chute de Saddam Hussein (2003), en achevant l'instrumentalisation des Kurdes syriens contre le régime irakien, accentuait encore le champ d'action autonome aux formations kurdes de Syrie. En outre, la création officielle de la

33 CERNY, *op.cit.*, p.198.
34 TEJEL Gorgas, *op.cit.*, p. 97.

région autonome kurde d'Irak acheva de convaincre les Kurdes syriens de demander une plus grande autonomie administrative, phénomène qui fit tache d'huile également parmi les communautés kurdes en Iran et en Turquie. L'effet identitaire de la création du GRK est avéré dans les trois espaces nationaux, en Syrie avec l'insurrection kurde de Qamishli (2004), en Turquie avec la reprise de la lutte armée du PKK et en Iran avec un nouveau discours kurde sur la nécessité d'une solution durable par le biais d'un « fédéralisme à l'irakienne ».

Le retrait de l'armée syrienne des zones kurdes durant l'été 2012, permet au PYD, suite à une entente avec le régime syrien, de développer un projet de gouvernance à l'échelle des trois régions kurdes du nord syrien, rebaptisé *Rojava* et transformé en fédération démocratique du Nord de la Syrie avec une administration transitoire intérimaire, dès 2013. Ces développements engendrent une guerre froide avec le PDK de Barzani qui possède une antenne locale en territoire syrien (le PDKS) et entend pouvoir prendre part au soulèvement contre le régime de Bachar el-Assad, au diapason de son alliance avec la Turquie. L'émergence d'une entité kurde contrôlant la frontière syro-turque inquiète les dirigeants turcs et conduit les élites turques à réamorcer un « processus de paix » avec le PKK.[35] En Syrie, des tensions apparaissent donc au sein du Conseil national kurde où l'appui turc à la révolte syrienne contrarie le PYD qui cultive une posture de neutralité. Les accords d'Erbil en juillet 2012 réussissent à assurer une meilleure coordination politique et militaire entre forces kurdes syriennes, mais il semble de plus en plus clair que le PYD tient à son alliance stratégique avec le régime syrien. Engagé au côté de la coalition pro-américaine dans la lutte contre Daech, le PYD se trouve dès 2016 aux prises avec l'invasion turque qui coupe en deux le Rojava et annonce une volonté turque de contrôle sur la profondeur de sa frontière avec la Syrie. Pour sa part, le PKK fait face dès 2015 aux développements technologiques des drones turcs (Bayrakter TB2), lors de la reprise des assauts militaires contre ses bases y compris hors du territoire turc[36].

L'économie politique des frontières internationales du GRK

35 MARCOU Jean, « La Turquie face au cauchemar syrien », in BURGAT F. et PAOLI B. (dir.), *Pas de printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte, 2013, pp. 250-262.

36 Cf. *Futuristic Readings*, n° 6, 2020. URL: https://www.centerfs.org/en/futuristic-readings-no-6-2020/

Dans la guerre fratricide que connut le GRK dans les années 1990, on doit noter le contentieux relatif à la répartition inégale des bénéfices engendrés par le PDK dans sa zone d'influence traditionnelle et qui concerne les points de contrôles douaniers avec la Turquie, principaux points de passages de marchandises depuis 1991 ~~(Bozarslan, 2009).~~ Coupé du reste de l'Irak, le GRK développe une autonomie économique et s'ouvre largement sur les échanges avec les pays limitrophes, la Turquie et l'Iran. Pourtant avec l'Irak, un nouveau modus vivendi voit le jour dans les années 1990, celui de la contrebande, afin de contourner l'embargo international. Dans le cadre du deal « pétrole contre nourriture », l'ONU tolère ce trafic en achetant le pétrole au Kurdistan irakien. Dans le même temps, Washington ferme également les yeux sur un autre trafic qui se développe entre le GRK et la Turquie, le pétrole étant écoulé à un prix plus élevé aux camionneurs turcs mais, sur le marché turc, il reste bon marché et vient soulager un peu l'économie malmenée de cet allié des États-Unis[37]. Force est de constater que ce rapprochement économique a permis d'ouvrir le chemin à un dégel diplomatique kurdo-turc à partir de 2008 – le plan d'ouverture démocratique de 2008 et le processus de paix de 2013 – où le GRK est vu de plus en plus comme un partenaire stratégique dans la gestion de la question kurde en Turquie. En 2011, le GRK devient le dixième partenaire commercial étranger de la république de Turquie, avec un intérêt particulier pour les hydrocarbures dont regorge le sous-sol kurde irakien[38]. Du côté du GRK, cet autofinancement, auquel s'adosse le trafic de contrebande comme on va le voir plus bas, est absolument nécessaire à Erbil qui, depuis 2005, a réalisé des investissements publics massifs. En janvier 2014, un nouvel oléoduc turco-kurde - d'une capacité de 300 000 b/j – entrait en fonction, ses bénéfices allant directement dans le budget kurde, au détriment de Bagdad[39].

À l'été 2014, le déferlement du groupe État islamique (EI), qui menace Erbil après avoir provoqué la débandade de l'armée irakienne à Mossoul, crée un électrochoc, tant au GRK qu'à Washington et Téhéran, deux capitales où furent décidé un appui militaire aux peshmergas pour les premiers

37 TEJEL Gorgas, *op.cit.*, p.101.
38 Le calcul stratégique est clair : s'autonomiser de la dépendance à l'égard de l'Iran et de la Russie, deux partenaires et puissances rivales dans la région. Cf. NEZAN Kendal, « Fragile espoir de paix avec les Kurdes », *Manière de voir*, n° 132, 2014.
39 TEJEL Gorgas, *op.cit.*, p.119.

et au gouvernement Maliki à Bagdad pour les seconds[40]. La contre-offensive assurée par les peshmergas leur a permis d'établir une ligne de front plus à l'ouest que la ligne verte, conquérant ainsi des territoires et des villes des régions disputées. Cette situation de conflit, suivie par cette prise d'autorité dans les régions disputées, a pour un temps entravé le trafic de marchandises transitant par le GRK entre la Turquie et Bagdad. Entre janvier 2014 et janvier 2015, le flux de marchandises fut ainsi divisé par trois et demie[41]. Plus largement, depuis le développement de son autonomie, le GRK a réorganisé son réseau routier pour valoriser et développer un axe est-ouest reliant la Turquie à l'Iran via le GRK. L'insécurité ayant découlé de la présence des djihadistes de l'État islamique en Irak a encore renforcé cette dynamique, laquelle a été validée au niveau gouvernemental par un *Master Plan* du ministère du planning du GRK prévoyant des circuits autoroutiers reliant les grandes villes kurdes irakiennes (Zakho, Dohuk, Erbil, Suleimaniyeh) avec les points frontaliers turcs (Ibrahim Khalil) et iraniens (Haj Omaran et Penjween-Bashmar). Le développement massif de Haj Omaran passant en dix ans d'un petit poste local et haut lieu de contrebande à un axe nodal de circulation, avec un dispositif frontalier sécurisé, est à ce titre significatif du soin apporté à la relation avec l'Iran[42].

Les Kurdes d'Iran[43] représentaient environ 10 % de la population iranienne lors de la création du GRK en 1991, soit une population d'environ 6 millions de personnes[44]. Après l'épopée de la République de Mahabad durant laquelle fut créé le parti Komela (Organisation pour le renouveau du Kurdistan), les nationalistes iraniens restèrent méfiants à l'égard des Kurdes et de leur tentation sécessionniste. La question kurde ré-émergea en 1958 après la révolution en Irak, entrant en opposition frontale avec l'Iran notamment lorsque le Baath arriva au pouvoir. Or depuis 1961, les insurgés kurdes irakiens disposèrent rapidement d'un soutien stratégique iranien (camps d'entrainement, armes, vivres, radio). Jusqu'en 1975 et l'accord d'Alger, l'Iran était devenu le principal allié et soutien

40 *Middle East Institute*, 24.06.2014

41 ROUSSEL Cyril, « Le Kurdistan d'Irak. Un espace de redéploiement des circuits commerciaux entre Turquie et Iran », *Les Cahiers d'EMAM,* n° 26, 2015, consulté le 18 octobre 2020. URL : http://journals.openedition.org/emam/1035

42 *Ibid*.

43 Cf. l'article de Cléa Gionvannangeli dans le présent volume

44 RICHARD Yann, « Les Kurdes d'Iran : révoltes, idéalisme et silence », in Picard E. (dir.), *La question kurde*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 56.

militaire régional des Kurdes irakiens, sous l'impulsion du CIA, dans une stratégie visant à contrebalancer l'appui soviétique à l'Irak. Avec la guerre Iran-Irak, chacun des gouvernements chercha à faire alliance avec les Kurdes de l'État voisin, mais Téhéran réussit à pacifier la région kurde, au point que le leader même du PDK en Iran (PDKI) cherchait un accord avec le régime de Khomeiny lorsqu'il fut assassiné à Vienne en août 1989. Depuis lors, les spécialistes ont noté une forme de désintégration sociale du Kurdistan iranien pour des raisons à la fois économique et politique[45]. Par opposition, le Kurdistan irakien est depuis la fin des années 1980 un lieu de refuge pour les partis kurdes iraniens, disposant de milices armées comme le PDKI et le Komala, afin d'échapper à la répression qui sévit à l'encontre du mouvement kurde. Protégés par le GRK, ils se voient toutefois soumis à une condition : ne pas mener d'activité militaires par-delà la frontière à partir du sanctuaire irakien. Le risque apparait grand, en effet, pour que la réplique iranienne frappe durement le Kurdistan irakien.

Son avènement va ouvrir au GRK des perspectives de trafic commercial légal et illégal, notamment avec l'Iran, dès les années 1990. Si, comme on l'a vu plus haut, de nouvelles d'infrastructures sont en cours de construction côté kurde, il en va de même côté iranien, afin de valoriser les circuits d'approvisionnement pour un État régulièrement soumis à des mesures d'embargo. Pourtant, ces développements institutionnels n'excluent pas la continuation de la contrebande, pour au moins quatre raisons, relevées par Cyril Roussel lors de l'une des enquêtes qu'il a réalisée[46]. En premier lieu, la topographie de la zone frontalière rend sa surveillance complète quasi impossible puisque, au-delà des questions de délimitations encore en suspens entre les deux pays sur cette dyade frontalière, le terrain accidenté de cette frontière a permis l'installation de petits fiefs du PKK dans les anfractuosités montagneuses, côté irakien, échappant au contrôle du GRK. En deuxième lieu, la fragmentation du contrôle frontalier, côté irakien, entre le PDK, le PKK et l'UPK, tend à favoriser des arrangements locaux entre contrebandiers et acteurs politiques kurdes. La troisième raison qui favorise ces trafics est le différentiel économique existant entre les deux côtés de la frontière, avec une forte surtaxe sur les biens importés, aspect clé auquel est lié la quatrième raison, celle du régime de sanctions auquel est soumis l'Iran, à des degrés variables depuis l'apparition de la

45 *Ibid*., p.76.
46 ROUSSEL Cyril, *op.cit*.., paragraphe 20-21.

République islamique, appauvrissant une population kurde iranienne déjà marginalisée dont la jeunesse se lance parfois dans l'activité de contrebande, en devenant des *kolbar* (porteurs-montagnards)[47]. On est donc dans un schéma inverse de celui de la frontière entre la Turquie et le GRK où un seul point de passage concentre les flux, avec une très faible dispersion due à une quasi absence de contrebande. Ce constat doit cependant être ici nuancé en raison des nombreuses inconnues qui perdurent, quant aux circuits empruntés par les militants du PKK dans les zones montagneuses turco-irakiennes. Force est néanmoins de constater que, dans les deux cas, les trafics de marchandises, légaux ou illégaux, génèrent une économie de la frontière extrêmement profitable pour l'ensemble des acteurs turcs, kurdes et iraniens. Des bazars de contrebande se sont même établis dans plusieurs villes iraniennes, aux abords de la frontière irakienne.

Conclusion

Comme l'histoire le montre bien, la géopolitique du GRK est largement structurée par des dynamiques de conflits et de répression qui ont contribué à définir cet espace nord-irakien comme une entité « quasi-étatique », mais dont les fondements économiques sont fragiles, comme le notait un rapport de la Banque mondiale, en 2016. Depuis son émergence en tant qu'entité autonome, les forces politiques qui dominent le GRK ont montré leurs faiblesses en matière de gouvernance (culture de la violence politique, démocratisation lacunaire, forte rivalité tribales et territoriales), mais aussi leur capacité à composer avec un environnement soumis aux aléas de la géopolitique moyen-orientale.

L'ouverture d'axes commerciaux légaux ou non semblent donc profiter à tous les acteurs de la frontière, État, fonctionnaires, acteurs politiques, transporteurs, résidents locaux, marchands et contrebandiers. Nombreux sont les segments allant du centre vers les périphéries frontalières qui semblent tirer profit des récents développements. Dans le cadre des défis économiques importants auxquels sont soumis les trois États impliqués dans ces réseaux économiques, l'intérêt à la préservation d'une frontière sûre et praticable par les flux de marchandises est donc une incitation assez importante, pour pacifier et fluidifier le dialogue entre ces trois

47 *Al-Monitor*, 17.09.20.

acteurs politiques. Du point du vue du GRK et malgré les affres que la région autonome a connues depuis le référendum de 2017, les perspectives de désenclavement sont donc positives et en même temps nécessaires pour une région très faiblement productive et largement dépendante de son environnement.